

EXCELSIOR

9 Année. N° 2643. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLEON. »

Samedi
9
FÉVRIER
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 — 0275 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. — Tél. : Cent. 80-88
— PIERRE LAFITTE, FONDATEUR —

A LA 5^e AUDIENCE ON A VU LES DEUX "MADAME BOLO"



M. GARAT
député des Basses-Pyrénées

M. BERTHELIER
courtier de publicité

LIEUTENANT PRUVOST
traducteur au Bureau de la Presse

M. BERTELLI
correspondant des journaux Hearst

M. PROUST
agent de change

M. LEV
administrateur du "Figaro"



M^{me} BOLO-SOUMAILLES
première femme de Paul Bolo

M. JEAN DE BONNEFON
premier témoin à décharge

M^{me} BOLO-MÜLLER
seconde femme de Paul Bolo



UN INCIDENT D'AUDIENCE EST PROVOQUÉ PAR LA DÉPOSITION DU DOCTEUR DE LOSTALOT ENTRE LE TÉMOIN, LA DÉFENSE ET L'ACCUSÉ

A la fin de la déposition du docteur de Lostalot, médecin de Bolo à Biarritz, M^e Salle, que l'on voit sur notre photographie face à face avec le témoin, accuse celui-ci d'avoir violé le secret professionnel. A la cinquième audience, défila à la barre une longue théorie de témoins. Nous ne voulons pas faire entendre qu'elle fut monotone. Nous avons vu se présenter devant le conseil de guerre un héros de la vie de bohème, un député, un général, les deux femmes de Bolo pacha. Il n'y manqua rien : on entendit une conférence sur Hearst, le propriétaire de tant de journaux d'Amérique ; puis son représentant à Paris. Il résulte de toutes ces dépositions que Bolo, escroc et bluffeur, fut une puissance du jour.

A PROPOS DE LA JUSTICE MILITAIRE INTERPELLATION A LA CHAMBRE

L'ordre du jour pur et simple, avec
signification de confiance, est voté
par 395 voix contre 113.

Le débat ouvert hier, à la Chambre, sur le fonctionnement de la justice militaire, à l'occasion des interpellations de MM. Renaudet, Moutet et Paul Gruet, n'a pas pris l'ampleur à laquelle on aurait pu s'attendre après certains propos de couloirs. Après de brèves mais très précises explications de M. Edouard Ignace, sous-secrétaire d'Etat à la Justice militaire, la discussion fut close, en effet, par le vote de l'ordre du jour pur et simple auquel le gouvernement avait déclaré attacher une signification de confiance.

L'objet de l'interpellation était, tout particulièrement, une lettre adressée le 7 décembre à la direction de l'artillerie par le sous-secrétaire d'Etat à la Justice militaire pour savoir si le colonel Favart, commandant le 12^e d'artillerie à Auch, pouvait être affecté à Paris.

Il s'agissait, selon M. Renaudet, de le désigner à la présidence d'un conseil de guerre, et cette demande — qui n'eut d'ailleurs pas de suite — aurait été faite en violation de la loi, le colonel Favart ne pouvant, aux termes de celle-ci, que prendre rang à la suite du tableau déjà dressé.

L'interpellateur s'éleva ensuite contre la facilité avec laquelle on échafaudait, en des formes singulières, des procès de défaitisme. Il cita aussi le cas du jeune Barion, âgé de quinze ans et demi, actuellement déferé aux tribunaux pour enfants, qui aurait été l'objet de provocations policières.

Une parenthèse au sujet du jeune Barion. Celui-ci aurait obtenu, en trois fois, une somme de 1.500 francs du marquis de Dion en lui affirmant qu'il était écroué de la politique de défaitisme qu'il pratiquait et en se déclarant prêt à fournir au député de la Loire-Inférieure des renseignements sur les milieux qu'il fréquentait.

M. Laval confirme le fait en donnant lecture de la déposition de M. de Dion devant le capitaine Larcher, déposition dont il eut connaissance comme avocat. M. de Dion ne le conteste point, ajoutant qu'il avait agi en patriote, comme c'était son devoir, et qu'il continuerait, le cas échéant.

Un autre incident fut soulevé à l'occasion d'un officier qui, accompagnant M. Paul Laffont au cours d'une mission de contrôle aux armées, lui aurait attribué des propos défaitistes. Il y eut d'ailleurs une enquête et l'officier fut puni.

— Je tiens à déclarer, dit M. Clemenceau, que les paroles qui vous étaient attribuées étaient aussi patriotiques que celles que pourrait prononcer chacun de nous.

M. Edouard Ignace, sous-secrétaire d'Etat à la Justice militaire, répondit à l'interpellation. Il expliqua qu'après le décret du 23 novembre 1917, portant à six le nombre des conseils de guerre siégeant à Paris, trois de ces tribunaux devaient être pourvus de juges. Les candidatures affluèrent alors, émanant d'officiers désireux d'être affectés à Paris. L'une d'elles, transmise par la voie hiérarchique, émanait du lieutenant-colonel Favart, qui désirait une affectation dans le gouvernement militaire de Paris, de préférence à Vincennes.

— Pourquoi Vincennes ? dit M. Edouard Ignace. Parce que le lieutenant-colonel Favart commandait le dépôt du 12^e d'artillerie à Vincennes, dépôt qui n'avait été transféré à Auch que le 4 novembre. D'autre part, le colonel Favart avait présidé un conseil de guerre, à Paris, jusqu'au 26 octobre.

Cette demande fut transmise régulièrement au directeur de l'artillerie, qui répondit que le transfert du colonel Favart dans le gouvernement de Paris était impossible, parce qu'il y serait en surcroît, à moins qu'il ne soit désigné pour présider un conseil de guerre. Le général Dubail, interrogé sur la question de savoir si cette désignation était possible, répondit que le lieutenant-colonel Favart ne pouvait être désigné que d'après son rang d'inscription au tableau. M. Edouard Ignace répondit alors au général Dubail qu'il tenait par-dessus tout à assurer la stricte observation des règles du code de justice militaire.

— Non seulement, dit le sous-secrétaire d'Etat, il n'y a eu aucun retard, mais c'est instantanément que ma réponse a été faite. D'ailleurs, on ne pouvait pas désigner un président du 3^e conseil de guerre, puisque ce conseil avait un président en fonctions et que ces fonctions sont généralement de six mois.

Très applaudi, M. Edouard Ignace ajouta qu'il avait, en outre, prescrit que toutes les affaires déjà engagées fussent soumises aux anciens conseils de guerre.

— Ainsi, conclut-il, toutes garanties sont données aux inculpés.

M. Renaudet revint à la charge, alléguant que le 24 décembre le sous-secrétaire d'Etat avait chargé le commandant Potier et d'autres officiers d'intervenir.

— C'est complètement faux ! répliqua M. Edouard Ignace.

M. Renaudet déposa un ordre du jour décidant la nomination d'une commission d'enquête, tandis que sur divers bancs on réclamait l'ordre du jour pur et simple.

— Le gouvernement accepte l'ordre du jour pur et simple en y attachant la signification d'un vote de confiance ! déclara M. Clemenceau, président du Conseil.

L'ordre du jour pur et simple fut ainsi voté par 395 voix contre 113.

Séance mardi

Leopold BLOND.

Un député anglais se rend en avion à la Chambre des communes

LONDRES, 8 février. — Le major sir John Simon, membre de la Chambre des communes, qui se trouvait sur le front, en France, s'est rendu en Angleterre par la voie des airs, afin de pouvoir assister aux débats sur la réforme électorale.

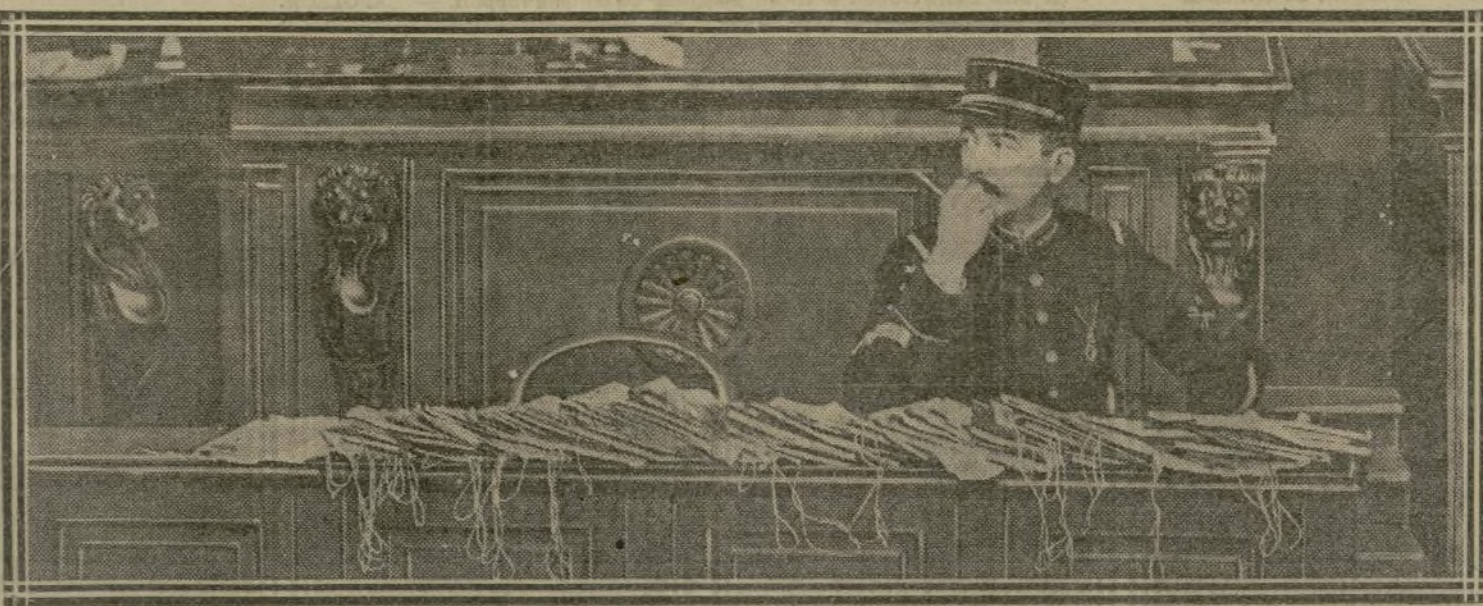
Le major et son pilote ont atterri à Westminster.

Sir John Simon a été chaleureusement félicité par ses amis. (Radio.)

50 CENTIMES LA LEÇON D'ANGLAIS
par Correspondance
aux Soldats & S.O.F. — FIGIER, rue Rivoli 53 à PARIS

LES DEUX FEMMES DE BOLO SONT VENUES TÉMOIGNER

Le Conseil de guerre a entendu hier les premiers témoins à décharge.



LE SERGENT DE POMPIERS AUDIERCIER ET LA TABLE DES SCHELLÉS

Ce fut hier un long défilé de témoins. Quand nous écrivons long, nous ne voulons pas dire monotone, parce que toutes les classes, tous les types représentatifs de notre société parurent à la barre. Mettons à part les deux femmes de Bolo pacha, qui furent appelées à la même audience, comme dans toute pièce bien construite. Si elles s'étaient trouvées ensemble, nous aurions conclu à l'excellent vaudeville. Or, nous étions en plein drame, le plus tragique, le plus émouvant de tous. Celle qui s'avancera la première d'un pas lourd, hésitant, fut Mme Soumailles-Bolo. Etait-elle vraiment émue, incommodée par la chaleur ? En tout cas, elle dut s'asseoir, et, sous la voilette qui dissimulait son visage épaissi, vieilli, luisait un gros pendant d'oreille d'assez mauvais goût. Dans ses voyages à travers les Amériques, l'ancienne artiste n'avait pas perdu son « assent », et l'on trouvait dans ses plaintes des consonances gasconnes et chantantes. C'était une créancière inquiète qui geignait devant nous.

La seconde Mme Bolo, l'associée, la compagne des beaux jours, celle qui apporta la clef d'or du destin, fit une entrée théâtrale, sensationnelle, une main sur son cœur. Elle eut beau parler des actions vertueuses de son mari, de sa création de la

Croix-Blanche, de sa campagne viticole en Champagne, de ses intrigues diplomatiques pour le bien de la France, personne ne fut ému. On sentait, malgré soi la leçon apprise et retenue. On se méfiait. Quoi ! Bolo, un financier habile, un homme d'Etat ! Nous savions à quoi nous en tenir ! Berthelien, son ami d'enfance, évadé d'un roman de Murger, venait justement de nous donner quelques détails sur la vie de basse pègre que mena Bolo pendant tant d'années, exploitant hommes et femmes, guettant l'occasion, comme un truand de Villon. Mais il fallait entendre Berthelien, voir sa longue barbe grise se hausser, tomber, s'affaler au milieu d'un gros rire. Des années de misère, de luttas avaient courbé ses lourdes épaules ; de chute en chute, l'ancien fabricant de machines à vapeur était devenu un distributeur de prospectus. Pendant ce temps, son ami Bolo montait, gravissait le sommet de l'échelle sociale, devenait millionnaire et pacha. Berthelien secoua les épaules : « Je tiens à le dire au conseil, cria-t-il, Bolo n'est pas l'homme qu'on a peint ; il n'a rien dans le cerveau, rien dans la tête. »

Rien dans la tête, rien dans le ventre, vous avez certainement raison, pauvre Berthelien ; mais cet aventurier chanceux, qui devrait courir les docks de Marseille en

espadrilles, la casquette enfoncée sur ses acroche-cœur, a compris qu'en ce monde, avec de l'argent, du bagout, des relations, on pouvait tout oser, tout faire. Rien ne résiste à ces trois moyens réunis. Bolo pacha en est le témoignage vivant. C'est véritablement dans cette affaire ce qui confond. Que voyons-nous ? Un général, brave, digne d'admiration, sollicite l'appui de ce forban, déjà condamné à la prison, bigame et voleur ; des hommes politiques l'admettent dans leur intimité, le flatter, le ménager, l'assailir de recommandations. Pour tous ces hommes, Bolo, ami de M. Monnier et de M. Caillaux, était une puissance du jour. Il connaissait des souverains, il tutoyait des ministres. Pourquoi donc de sa haute autorité, occulte, extraordinaire ? Eh, vraiment, lorsqu'on examine de près le procès Bolo, on le voit s'amplifier, s'élargir. Ce n'est plus seulement le sort d'un aventurier, même accusé de trahison, qui est en jeu, mais celui d'une certaine société jouisseuse et sans scrupules, pour qui le goût, l'honnêteté, la politesse, c'est-à-dire les principales qualités de l'âme française, sont choses méprisables ou mortes.

D'ailleurs, attendons sans impatience : le procès Bolo nous réserve peut-être à ce point de vue d'étranges surprises.

Jean VIGNAUD

SEIZE PERSONNES ONT DÉFILÉ A LA BARRE

Le premier témoin appelé à la barre est M. Joseph Garat, député des Basses-Pyrénées. Il vient dire l'existence fastueuse menée à Biarritz, à la villa Velleda ; la confiance qui lui fut faite par M. Bertrand Loubet, d'Ordon, relative à une escroquerie de 500.000 fr. dont il fut victime de la part du pacha de Biarritz ; l'enquête qui lui dévoila la situation véritable de Bolo ; l'émotion de la population pyrénéenne lorsqu'elle apprit l'inculpation, et les démarches qu'il accomplit auprès du gouvernement pour rappeler Bolo de Biarritz à Paris.

Pour toute réponse, l'accusé cherche à salir la vie privée du témoin. Mme Marianne Buzonel, couturière, qui se trouvait à New-York en même temps que Bolo, dina avec Pavenstedt et Bolo. Elle avait été conviée à ce repas par un officier français, le lieutenant Verdier.

Elle déclare avoir vu souvent Bolo en compagnie de Pavenstedt.

Le président ordonne d'introduire M. de Lostalot, médecin à Biarritz.

Le témoin, docteur de M. et Mme Bolo, fut surpris des absences fréquentes de son client et il en avertit le chef de cabinet de M. Millerand. Mais peu après, sur la foi du président Monier, on lui fit savoir de Paris que Bolo était « impeccable ».

Bolo tenait des propos étranges.

« La France, disait-il, ne sera prospère que le jour où elle sera colonisée par l'Allemagne ou par l'Amérique ». Ou bien, parlant des enfants nés en pays envahis : « Tant mieux, déclarait-il, cela fera un mélange excellent qui profitera à la France. »

Aussi, le docteur de Lostalot mit-il en garde M. Henri Cain contre Bolo.

Le témoin ajoute qu'il fut surpris qu'un général, recommandé à Bolo par la femme d'un grand poète, ait pu compter sur la protection du pacha. Il précise qu'il s'agit du général Ferry.

Bolo accuse alors le témoin de lui avoir délivré un certificat de complaisance afin de le faire exempter du service militaire. Le lieutenant Mornet réplique que cette accusation ne tient pas. Mais le témoin, pour se disculper, donne des explications sur une entente dont souffrait Bolo.

M. Albert Salle reproche au docteur de violer le secret professionnel.

M. Eugène Berthelien

M. Eugène Berthelien, qui se proclame publiciste (il est distributeur de prospectus sur la voie publique), connaît Bolo depuis trente-cinq ans. Il retrace la vie de bohème menée dans sa jeunesse par l'accusé. Certain jour, Bolo resta dans une mansarde de la rue Chapal plus de cinquante-six heures sans manger ; il chargea M. Berthelien de vendre, pour trois francs, une mappemonde, sa dernière ressource.

Plus tard, le témoin à qui ne souriait pas la fortune, retrouva Bolo, rue Bonaparte, d'abord à un sixième étage ; puis au 31 de la même rue, avec Mme Panon. A cette époque, l'accusé fut commandité de 5.000 francs par le baron de Reinach. Mais la commandite disparut et Bolo proposa à M. Berthelien une affaire de vente de décorations.

— Ce n'était pas mon genre, ajoute le témoin. Moi, je m'occupe de sociologie. (Hilarité.)

Enfin, M. Berthelien dépose — et c'est le point essentiel de ce témoignage — qu'un jour Bolo le chargea d'une enquête privée à

Bagnères-de-Luchon, sous le pseudonyme de Saint-Régis.

L'accusation souligne l'importance de cette affirmation.

Le lieutenant René Pruvost, du 72^e régiment d'infanterie, détaché au bureau de l'état-major, traducteur aux services de la presse, vient dire que, d'après les articles de Hearst, celui-ci est incontestablement un germanophile et un anglophobe.

La note entièrement opposée est apportée à la barre par M. Bertelli, journaliste, correspondant à Paris des journaux de M. Hearst.

Puis, M. François Proust, agent de change, et M. Ley, chef des services administratifs



LE GÉNÉRAL QUIQUONDON

du Figaro, témoignent de ce qu'ils savent au sujet des propositions de Cavallini pour l'achat de 500 actions de ce journal.

M^{me} Bolo-Soumailles

Mais voici qu'on annonce Mme Bolo-Soumailles, première femme de Bolo. Elle retrace les souffrances que son mari lui fit endurer, d'abord à Buenos-Aires, puis à Valparaiso ; le vol qu'il commit dans un hôtel, au Chili ; son arrestation ; la vente de tout ce qu'elle possédait pour que Bolo recouvrât la liberté.

— C'est à ce moment-là, dit-elle, qu'il m'abandonna.

Répondant à une question du lieutenant Mornet lui demandant si elle n'avait pas été frappée par son mari : « Oui, affirme-t-elle. Si je ne suis pas morte ce jour-là, c'est que mon heure n'avait pas sonné. »

Mme Bolo-Soumailles raconte ensuite dans quelles conditions elle retrouva plus tard son mari, marié à nouveau sans qu'elle en fût avertie, et l'entrevue tragique qu'il y eut alors entre Bolo et les deux femmes.

Alors commence le défilé des témoins cités par la défense.

M. Jean de Bonnefont, homme de lettres, connaît la famille Bolo depuis 1887, et fut surtout en rapports avec Paul Bolo depuis le commencement de la guerre.

— Si j'avais entendu, proclame-t-il, de sa bouche le moindre mot contre le chef de l'Etat, le gouvernement ou la patrie, jamais je n'aurais remis les pieds chez M. et Mme Bolo.

M^{me} Bolo-Muller

Voici Mme Bolo, veuve de M. Muller, seconde femme de l'accusé.

— Mon mari n'est pas un traître, dit-elle. Depuis notre mariage, il a toujours travaillé. J'ai été le témoin de tous les instants de sa vie. Puisqu'on n'a relevé à son encontre que de mauvaises actions, il m'appartient de révéler le bien qu'il a fait.

Mme Bolo entre alors dans de longues explications sur la création de la Croix-Blanche, qui est aux civils ce que la Croix-Rouge est aux militaires, et sur l'organisation de la Confédération générale agricole. Elle rappelle que lors de la révolte champenoise tous les journaux de la région louèrent son mari.

— J'ai versé au dossier tous ces journaux, ajoute-t-elle, ainsi qu'un numéro de l'Illustration de 1911. Ces témoignages imprimés corroboreront le mien.

Mme Bolo, après avoir répondu à une question de M. Albert Salle, relative à ses relations avec le khédive, dit l'influence de son mari sur ce dernier dont il cherchait à affermir les sentiments francophiles.

Puis elle met en relief la campagne du Rappel : « La France jusqu'au Rhin », campagne dont Bolo fut l'auteur ; les divers services qu'il rendit en Espagne, et termine en répétant la première phrase prononcée par son mari à son retour d'Amérique : « Ma chère amie, je suis bien heureux de te revoir. J'avais peur d'être torpillé par un sous-marin allemand. »

Après une courte suspension d'audience, M. Coggia, ancien préfet des Basses-Pyrénées, en congé depuis le 13 novembre 1917, raconte comment il connut Bolo et les relations personnelles qu'il entretenait avec lui. En qualité de préfet, il fut chargé d'enquêter sur les agissements de Bolo. Il déclare que rien ne fut relevé contre lui, ainsi qu'en témoignent les rapports qu'il a adressés au gouvernement.

Le général Quiquandon, grand officier de la Légion d'honneur, ancien commandant de la 1^{re} région, s'étonne d'avoir été appelé comme témoin, alors qu'il n'a vu Bolo que trois fois. A sa dernière visite, Bolo remit à Mme Quiquandon 200 francs pour l'hôpital de Talence.

— En toute sincérité, affirme le général, je n'ai jamais entendu Bolo prononcer la moindre parole défaitiste ou antipatriotique.

Après lecture d'une lettre du docteur Villars, de Bordeaux, en faveur de l'accusé, le conseil entend les dépositions de M. Henry-Paul Joinaud, ex-rédacteur en chef de la Gazette de Biarritz, et de M. Joseph-Elisée Cusenier, président honoraire des Distilleries Cusenier. L'un et l'autre se louent des rapports qu'ils ont entretenus avec l'accusé.

Aujourd'hui, continuation des débats. — INTERM.

L'assassinat du préfet de Lausanne

BERNE, 8 février. — On sait qu'hier M. Sechat, préfet de Lausanne, a été trouvé mort dans son cabinet particulier.

Aujourd'hui on annonce l'arrestation de l'assassin. C'est le secrétaire de la préfecture Lux-Gex, âgé de quarante ans, qui était depuis longtemps employé à la préfecture.

Le meurtrier a fait des aveux complets. Ayant commis des détournements, et somme par le préfet de rendre des comptes dans un délai déterminé, il crut échapper à cette obligation en assassinant son chef.

Samedi 9 février 1918

L'ACTIVITE DE LA GUERRE SOUS-MARINE

LE TORPILLAGE DU "TUSCANIA"

"C'est un accident exceptionnel",
nous dit un jeune officier de la
marine des États-Unis.

Les autorités qui s'occupent à Paris du transport en France des troupes américaines sont sobres de détails en ce qui concerne le torpillage du *Tuscania*. Vainement nous avons interrogé quelques officiers appartenant à l'U. S. naval Forces operating in European Waters. On semble n'avoir là de nouvelles, ni impressions à communiquer. Cependant, un enseigne, après avoir prononcé à mi-voix le mot *accident*, a bien voulu nous dire qu'il considérait comme un fait exceptionnel l'envoi par le fond d'un paquebot que l'on ne peut en tirer une conclusion généralement pessimiste.

— Notre service de transport de troupes fonctionne si normalement, nous déclarait-il, qu'il a fallu cet accident pour révéler au public notre activité pressée d'aboutir. Je ne puis rien vous dire au sujet de nos méthodes de protection, qui ne resteront efficaces que la condition de demeurer secrètes ; mais elles nous satisfont dans l'ensemble.

« Si je le dis et si je le répète, c'est pour souligner, comme il convient, le caractère tout accidentel de ce torpillage. »

« Il s'est produit la nuit et par un temps de brume. »

« Remarquez que le *Tuscania* faisait partie d'un convoi qui a pu passer sans encombre. Attaqué dans ces conditions, celui-ci a perdu une unité comme l'oiseau perd quelques plumes sous le coup de feu mal assuré du chasseur. »

« Il est probable que le sous-marin a été coulé, ce qui montre qu'il n'a pu attaquer qu'en acceptant le maximum de risques. Il en est ici comme en matière d'attentat : un individu déterminé et qui a fait d'avance le sacrifice de sa vie peut atteindre son but, et la police est le plus souvent impuissante à prévenir son geste. L'escorte faisant la police de la mer autour de notre convoi a été surprise, en dépit de sa vigilance. Un sous-marin, dans son élément, ne se dissimule que trop aisément. Le champ d'action d'une torpille est de 10 kilomètres ; un paquebot de la dimension du *Tuscania* constitue une cible très visible à 6 ou 7 kilomètres. Si le sous-marin a attendu la nuit, c'était moins pour s'approcher le plus possible que pour se réserver quelques chances de disparaitre. »

« La leçon nous fera redoubler encore de précautions. On resserrera la distance qui sépare les bâtiments d'escorte. On pourra même, si le besoin s'en faisait sentir, augmenter le nombre de ceux-ci ; mais nous ne sommes pas en présence d'un danger nouveau. Nos risques, au total, n'en sont pas augmentés. Nous sentons d'un peu plus près la guerre — « notre guerre » : voilà tout ! » — R. V.

L'EMOTION EN AMERIQUE

LONDRES, 8 février. — Les journaux américains ont annoncé par de grandes manchettes le torpillage du *Tuscania*, mais ils n'ont encore publié que peu de détails sur le nouveau crime allemand.

« Dès que la nouvelle a été connue à New-York, elle a causé une pénible émotion qui a augmenté dans la matinée par la lecture des journaux. »

Le président était au théâtre lorsque la nouvelle est parvenue à Washington ; mais il l'a connue seulement en rentrant à la Maison Blanche.

La note dominante dans les sentiments du public est l'indignation et la colère qui n'abaissent nullement l'énergie et la confiance.

M. Baker, ministre de la Guerre, parlant sur ce sujet, a fait la déclaration suivante :

« Le torpillage du *Tuscania* est un nouveau défi au monde civilisé, porté par un adversaire qui a perfectionné les moyens de cruauté de la guerre jusqu'à la sauvagerie. »

« Nous devons gagner cette guerre et nous la gagnerons. »

« Une perte aussi cruelle que celle que nous venons d'éprouver doit nous unir d'avantage pour atteindre rapidement ce but. »

De son côté, la presse britannique exprime la plus vive indignation, et le *Daily Express* dit notamment :

« Le sous-marin qui a coulé le *Tuscania* a bien mal travaillé pour l'Allemagne. Les énergies de l'Amérique étaient déjà toutes à la guerre avec les richesses inépuisables des États-Unis en hommes et en matériel. Maintenant les sentiments de l'Amérique se dressent contre le kaiser. Souvenez-vous que ce nom de *Tuscania* sera un irrésistible appel sous les drapeaux ; il sera aussi le cri de guerre de la victoire qui fera échouer de l'Atlantique au Pacifique. »

Une fausse sortie de M. de Seidler

Le président du Conseil autrichien, M. de Seidler, a donné sa démission, que l'empereur a refusée. Cette marque de confiance donnée par le souverain n'ôte rien aux difficultés de la situation.

Les luttes des nationalités font la vie de plus en plus dure à tous les gouvernements en Autriche. Les Slaves rivalisent de revendications que les partis allemands repoussent avec une obstination rageuse. Les Tchèques avaient déjà pris une attitude totalement intransigente. Les Polonais, à leur tour, votent contre le budget. Comment, dans ces conditions, continuer l'expérience de la vie parlementaire qu'a voulu tenter Charles I^{er} ?

En outre, les graves récentes n'ont pas peu contribué à affaiblir le ministère. Devant l'accumulation des causes de crise, il n'y a qu'une solution pour l'Autriche, c'est la paix. Mais l'Allemagne empêche l'Autriche de la faire. Quelle solution Charles I^{er} peut-il bien entrevoir, car il ne peut se faire d'illusions : le maintien de M. de Seidler n'est qu'un arrangement éminemment provisoire.

Les Etablissements JAMET-BUFFEREAU
les mieux organisés pour apprendre Sténo-
graphie, Comptabilité, etc. — Paris, 96, Rue de Rivoli.
Succ^{rs} : Nancy, Bordeaux, Marseille. — Prog. gratuit.

LES CONTES D'EXCELSIOR

LE PLUS GRAND CHAGRIN

PAR ANDRÉ REUZE

— Oui, monsieur, mon petit commerce marche assez bien, Dieu merci, et nous ne vivons pas trop mal, mon enfant et moi. Sous ce rapport-là je ne peux pas me plaindre; mais il m'a fallu bien de l'énergie, allez, pour arriver à monter cette table de bois blanc sur ses tréteaux et pour réunir mon premier stock de marchandise...

— Avant de nous évacuer jusqu'ici, on nous a envoyés de ville en ville. Au premier abord, nous étions bien accueillis. C'était au début de la guerre; on nous traitait comme les autres; mais, dès qu'on apprenait notre qualité de forains, on ne caressait plus les joues de mon petit garçon.

— Alors, qu'on me disait, vous arrivez de Maubeuge?

— Oui, que je disais.

— Mais vous n'êtes pas de Maubeuge.

— J'expliquais que nous nous trouvions là-bas pour la foire, que mon mari était parti le premier jour de la mobilisation et que j'avais dû fuir avec mon petit, en abandonnant tout notre matériel.

— Mais alors, qu'on me disait, vous êtes des saltimbanques, des nomades...

— Et on s'arrangeait pour nous faire partir.

En province, voyez-vous, beaucoup de gens croient encore que nous volons les enfants et ils nous confondent avec les romanciers.

C'est comme ça que, finalement, nous sommes arrivés à Saint-Malo. On m'a fait encore bien des difficultés, pour l'allocation par exemple, sous prétexte que je suis née en Autriche. Ce n'est pas ma faute pourtant si mes parents se trouvaient en tournée à ce moment-là. C'est toujours le reproche qu'on nous adresse de n'être de nulle part, comme si, à force de voyager, de connaître toutes les villes de France, nous n'étions pas de partout au contraire...

— Vous n'êtes pas du pays?

— On nous dit. Pourtant, les 70.000 hommes que notre corporation a fournis à l'armée dès le début, et tous ceux qui se sont fait tuer, ils étaient du pays, eux...

— Tout de suite, j'ai cherché une occupation pour ne rien devoir à personne. J'ai travaillé sur les quais à décharger les navires qui apportent du bois de Norvège et, au printemps, à préparer les paniers de pommes de terre qu'on expédie en Angleterre. Dans la journée, ça allait à peu près; mais je ne recevais plus de nouvelles de mon mari, alors, le soir, j'étais fatiguée, fatiguée...

— A la fin, j'ai obtenu l'autorisation de vendre en plein vent. Je viens m'installer près de la porte Saint-Vincent l'après-midi parce qu'il y passe beaucoup de monde, mais c'est surtout dans les marchés des environs, à Parment, à Cancale, à Saint-Servan, le mardi et le vendredi, que je fais de bonnes journées. L'été dernier aussi c'était avantageux sur les plages. Je vendais surtout le bijou d'actualité à bon marché. Tenez, voici la bague fétiche porte-bonheur, la bague d'aluminium, qui est surtout demandée par les soldats; des broches de brochettes, des médaillons, des violettes et des pensées en cellulose avec une petite lentille qui permet de regarder des vues du pays ou des scènes de la guerre; le collier de perles fines à un franc cinquante, qui se vend surtout à la campagne; la croix de guerre enfantine, qui va moins bien depuis quelque temps. Je fais venir tout cela de Paris et je gagne gentiment sur le tout. Ça me permet de bien nourrir mon petit François qui en a besoin, car il va sur ses dix ans et il a bon appétit.

— Moi, voilà longtemps que je ne dors plus.

Mon mari a été porté disparu aux Eparges en avril 1915. Depuis, personne n'en a plus entendu parler, personne ne pense plus à lui; il n'y a que moi, la nuit... C'est drôle, je me le rappelle bien quand il m'a serrée dans ses bras le 2 août, mais je le revois surtout en maillot jaune, sur le trapèze, du temps qu'il était jeune homme. C'est comme ça que je l'avais connu. Un accident grave l'a forcé d'abandonner l'acrobatie six mois après notre mariage et nous avons pris le ménage de moutons qui est toujours resté notre attraction principale. Mon mari ne buvait pas. Dans la suite, il a pu acheter à bon compte un autre métier: des automobiles enfantines qui rapportaient bien aussi. Nous possédions quatre voitures-caravanes pour le matériel et une autre, plus petite que nous habitions. Nous avions bien travaillé pour la faire construire, celle-là, je vous assure, mais c'était le rêve de mon mari et nous n'avions pas regardé la dépense: une jolie petite caravane de quatre mètres de long avec l'intérieur panneauté tout en noyer comme les placards et les portes du lit, les garnitures et les poignées en nickel, la rampe en cuivre, j'avais mis de jolis rideaux en dentelle aux fenêtres...

— Tout cela est perdu. Les Allemands ont pris trente-quatre caravanes à Maubeuge. Ils ont commencé par enlever le moteur de notre ménage de son fourgon, et le reste a disparu quelques semaines après. Je l'ai appris par une dame de là-bas qu'ils ont renvoyée par la Suisse l'été dernier. Ça, qu'est-ce que vous voulez, c'est des malheurs comme il en arrive en temps de guerre...

— Mon petit François est gentil pour moi. C'est un enfant affectueux, mais depuis quelque temps je le trouve changé. Comme il est sérieux et ne fréquente pas les mauvais gamins qui traînent en ville, je le laisse se promener seul. Je ne peux pas l'obliger à rester toujours près de moi quand je vends, n'est-ce pas? Alors il va sur les quais, il écoute les marins et les douaniers, il sait distinguer les bateaux entre eux, il connaît les noms des mâts, des cordages, et il me parle de pays chauds qu'il cherche dans sa géographie. Comme je l'embrassais dans son lit, l'autre soir, il m'a dit: "Maman, je serai marin quand je serai grand." Je ne peux pas vous dire ce que ça m'a fait. Pensez donc, son père, son grand-père étaient acrobates, mes parents à moi tenaient une loterie, et depuis toujours, dans les deux familles, nous avons été des banquistes! Ce qui me consolait de mes malheurs, c'était l'idée qu'à force de travailler, d'économiser, j'arriverais peut-être, après la guerre, à remonter un bon métier — un tir, par exemple, ou une friture — pour le laisser au petit plus tard. Alors, ça...

— La femme se tait. Pour la première fois, sa voix résignée s'est émue. Tout à l'heure, elle m'a parlé sans faiblir de la mort de son mari, du pillage de leurs biens et, dans ses yeux tournés vers le bassin, qui surmontent en forêt d'hiver les mâts pressés et les agrès des morutiers, je lis le chagrin nouveau que vient de lui infliger l'innocemment, en élargissant seulement son amour héréditaire du voyage, un petit garçon qui ne sera pas forain.

André REUZE.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN"LA MENACE SOUS-MARINE
FINIRA AU MOIS D'AOUT"

Telle est la déclaration faite par l'amiral sir John Jellicoe.

Le *Petit Parisien* reçoit la dépêche suivante: LONDRES, 8 février. — Parlant aujourd'hui du péril sous-marin, à Hull, l'amiral sir John Jellicoe a déclaré:

— Nous entrons pour quelques mois dans une période très dure, mais en août, si la nation tient bon, nous pourrions dire que nous en avons fini avec la menace sous-marine.

La protestation espagnole
au sujet du "Giralda"
a été remise à Berlin

MADRID, 7 février. — La protestation formée par le gouvernement espagnol au sujet du torpillage du vapeur *Giralda* est arrivée à Berlin et la Wilhelmstrasse doit en être saisie à l'heure actuelle. (Radio.)

La transmission
du dossier Bolo

L'incident soulevé au procès Bolo par le lieutenant Morner, commissaire du gouvernement, au sujet du retard apporté à la transmission du dossier Bolo au capitaine Bouchardon, a été, hier encore, au Palais-Bourbon, l'objet de nombreux commentaires.

Il apparaît dès à présent que le dossier du ministère des Affaires étrangères, qui contenait le rapport de M. Casella, fut transmis le 5 février au ministère de la Guerre par M. Aristide Briand, en même temps que M. Malvy, ministre de l'Intérieur, transmettait au même ministère le dossier constitué place Beauvau, qui contenait le rapport de M. France, commissaire de la Sûreté générale.

M. René Bédard, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, aurait transmis automatiquement les deux dossiers au gouvernement militaire de Paris. Or, quelques jours après, le deuxième bureau n'aurait envoyé à la justice militaire qu'un dossier incomplet.

M. Painlevé, qui arriva en mars 1917 au ministère de la Guerre, a déclaré à ce sujet que, dès qu'il connut l'affaire, il fit porter tous ses efforts sur les commissions rogatoires envoyées en Amérique, en Italie et en Suisse, commissions qui ont finalement abouti.

L'ancien président du Conseil ne s'expliquait pas, en conséquence, les observations du lieutenant Morner sur le retard apporté à la transmission des dossiers.

De son côté, M. Alexandre Ribot déclarait, hier, au Sénat:

— Le 5 février 1917, j'étais ministre des Finances. J'ai fait, par la suite, tout ce qu'il fallait faire. Je n'ai absolument rien à me reprocher à ce sujet.

M. Monier répond
à M. Charles Humbert

Les agences nous communiquent une lettre dans laquelle l'ex-président Monier répond à la déposition de M. Charles Humbert. En voici la teneur:

Dans sa déposition d'hier devant le conseil de guerre, M. Humbert a déclaré qu'il ne s'était décidé à traiter avec Bolo, le 30 janvier 1916, qu'après avoir vu le président Monier, qui lui aurait répondu de Bolo comme de lui-même.

J'oppose à cette affirmation, dans les termes où elle est formulée, une dénégation absolue. Je n'ai reçu la visite de M. Humbert qu'à une époque où tout était fini avec Bolo. Cette visite avait même un motif principal tout différent: s'il a été question du contrat, c'est sous la forme accessoire d'évocation d'une chose passée, et si on a aussi parlé de Bolo, j'ai effectivement formulé, en termes très généraux, sur lui une opinion favorable sur la foi des renseignements que mon enquête de 1911 m'avait procurés. Mais jamais j'ai eu cours de cet entretien, non seulement donné aucune garantie formelle, mais tenu aucun propos dans lequel M. Humbert aurait pu voir une garantie de ce genre.

D'autre part, je proteste également de la façon la plus absolue contre la partie de la déposition de M. de Lestolat qui, au cours de l'audience d'aujourd'hui, m'a attribué un télégramme à M. Henri Cain, portant ces mots: "Bolo impeccable." Cette imputation est absolument fautive.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

CEUX DE L'ENTENTE:

Front français

14 HEURES. — Rien à signaler, en dehors d'un coup de main exécuté par nous avec succès sur un petit poste allemand à l'ouest de Forges (rive gauche de la Meuse).

23 HEURES. — Au nord du Chemin des Dames et en Woëvre, dans la région de Flirey, nous avons aisément repoussé des tentatives ennemies sur nos petits postes et infligé des pertes aux assaillants.

Le bombardement a été vif, de part et d'autre, au cours de la journée, sur la rive droite de la Meuse et en quelques points des Vosges.

Rien à signaler sur le reste du front.

Front britannique

13 HEURES. — Aucun événement important à signaler, en dehors de l'activité de l'artillerie allemande au cours de la nuit dans la région de Flesquières.

22 HEURES. — Une tentative de coup de main effectuée ce matin par l'ennemi, sur nos lignes au sud-est d'Arras, a échoué sous nos feux.

Au cours d'un autre coup de main exécuté un peu avant le jour sur des nos postes, dans la région d'Oppy, un de nos hommes a disparu. L'ennemi a laissé un certain nombre de cadavres devant notre poste.

Activité de l'artillerie allemande au cours de la journée entre Bullecourt et la Scarpe, au nord de Lens et au nord-est d'Ypres.

Front italien

Les conditions atmosphériques défavorables ont notablement entravé les tirs d'artillerie et limité l'action de l'infanterie.

Entre la Brenta et la Piave, des concentrations très efficaces de nos petits calibres ont quand même eu lieu contre les défenses.

DES BATAILLES SANGLANTES
SE POURSUIVENT EN FINLANDE

Le général Kaledine serait en désaccord avec le général Alexeief.

STOCKHOLM, 8 février. — On mande de Vasa, en date du 6, que la garde blanche communique que le 5 un train allant de Tammerfors vers le Nord, et composé de 38 wagons transportant des gardes rouges et des matelots, a sauté.

Près de Björneborg, des gardes rouges et des marins russes se livrent au pillage. Onze soldats de la garde blanche ont été tués par eux.

Sur le front sud, aucun changement. Tous les hommes sont appelés sous les drapeaux.

En différents endroits, les hommes de soixante ans s'enrôlent.

D'autre part, on annonce que la légation de Finlande à Stockholm a reçu un télégramme de Tornea disant que Tornea a été délivrée; mercredi, les gardes rouges se sont rendus. Les gardes blancs n'ont eu que 5 tués et 7 blessés.

A Uleaborg, des luttes sanglantes se sont produites.

Les habitants fuyant de leurs maisons incendiées ont été fusillés par les révolutionnaires, qui se sont livrés à toutes sortes de cruautés.

La ville de Tornea est calme. Le correspondant du *Stockholm Tidningen* à Helsingfors télégraphie que les troupes russes sont officiellement obligées de se joindre aux gardes rouges. Les soldats ukrainiens et polonais qui refusaient furent désarmés et internés à Sveaborg.

Le général Kaledine aurait disparu LONDRES, 8 février. — Le correspondant du *Times* à Petrograd signale que des dissensions se sont produites parmi les cosaques du Don. Kaledine, étant en désaccord avec Alexeief, aurait abandonné le commandement à ce dernier.

Le correspondant assure que Kaledine a soudainement disparu du quartier général de Novolchinsk.

Un grand nombre de jeunes cosaques, 40.000 environ, se seraient rangés du côté des bolcheviks.

Le général Broussilof a été arrêté
à Moscou

LONDRES, 8 février. — Les journaux reproduisent un télégramme de Copenhague disant qu'on annonce de Berlin que le général Broussilof a été arrêté mardi à Moscou par le soviets local. (Havas.)

La réunion de la Chambre
autrichienne

BALE, 8 février. — On mande de Vienne que dans les milieux parlementaires on assure que la Chambre se réunira mercredi ou jeudi prochain. (Havas.)

Comment jouera la taxe
de 10 %

Nous avons enregistré quelques-unes des critiques formulées tant au sujet du classement des objets — qui seront soumis à la taxe sur les objets de luxe que sur la taxe même de cette taxe.

Complétons cette information par une note que publie le *Petit Parisien* et dont voici les passages essentiels:

« Pour les objets de la deuxième catégorie, l'impôt serait dû, non à raison du prix de vente, mais seulement à raison de l'excédent de ce prix sur le prix de base figurant au tableau. Ainsi, pour un costume complet de 200 francs, par exemple, cet article étant taxé à partir de 175 francs, l'acheteur n'aurait à acquitter la taxe que sur la différence, soit 10 0/0 sur 25 francs, c'est-à-dire 2 fr. 50. »

NOUVELLES BRÈVES

Une armée polonaise autonome. — Un décret du 4 juin 1917 a créé en France une « armée polonaise autonome » à laquelle on donne à tort l'appellation de légion. Une note officielle signale qu'il est désirable de lui conserver sa désignation exacte « d'armée polonaise autonome ».

ses ennemies au nord du mont Solarolo, et quelques actions très vives ont été engagées entre avant-postes dans la zone nord du mont Grappa et dans la conque d'Alano.

Pendant la nuit du 7 au 8, un de nos dirigeables, après un voyage difficile, est arrivé sur les champs d'aviation de Motta di Livenza, qu'il a bombardés avec une tonne de projectiles, obtenant des résultats très efficaces. Ce dirigeable est ensuite rentré indemne à sa base.

Front de Macédoine

(7 février). — Actions d'artillerie sur le front Vardar-Doiran et à l'ouest de Monastir.

Les troupes serbes ont repoussé une reconnaissance ennemie sur le Dobropolje.

CEUX DE L'ENNEMI:

Fronts allemands

THEATRE OCCIDENTAL DE LA GUERRE. — L'activité de combat a été faible sur presque tout le front.

Sur la rive droite de la Meuse, près de Bezonvaux, et au sud-ouest d'Ornes, notre infanterie a fait, au cours d'opérations de reconnaissance, un certain nombre de prisonniers.

Pendant toute la journée, l'artillerie est restée active dans ces deux secteurs.

Rien à signaler sur les autres fronts.

Fronts autrichiens

Rien de particulier à signaler.

Fronts bulgares

FRONT DE MACEDOINE. — A l'ouest de Monastir, sur le Dobropolje et au sud-ouest du lac de Doiran, l'activité de l'artillerie s'est intensifiée par moments.

Sur le reste du front, activité modérée de l'artillerie.

FRONT DE LA DOBROUDJA. — Armistice.

L'INCURSION DES GOTHAS
FAIT DE NOUVELLES VICTIMES

Le chiffre officiel des morts est maintenant de 55 personnes.

Chaque jour voit s'accroître le nombre des victimes du raid des avions allemands sur Paris.

Un bébé de neuf mois, le petit Jean Bodel, le jeune Adrien Lecuffier et Mme Suzanne Lafontaine ont succombé hier aux affreuses blessures reçues pendant la nuit du 30 janvier dernier.

Ces trois nouveaux décès portent à 55 le nombre des victimes innocentes.

Plus de 1.400 contraventions ont été dressées en quarante-huit heures, pour infraction aux nouveaux règlements sur la réduction de l'éclairage.

A noter, à ce propos, la mise en circulation, dans la soirée d'hier, d'un certain nombre d'autos ayant des lanternes aux vitres teintées de bleu.

La réparation des dommages
résultant des faits de guerre

La préfecture de la Seine vient de rappeler, par voie d'affiches, que les demandes ayant pour objet la constatation et l'évaluation des dommages matériels résultant des faits de guerre doivent être déposées ou adressées par pli recommandé à la préfecture de la Seine (direction du contentieux) ou à la mairie de la commune, suivant qu'il s'agit de dommages occasionnés dans Paris ou dans la Seine.

Des formules imprimées sont, à cet effet, déposées dans toutes les mairies, et les réclamants ont tout avantage à les utiliser, car elles contiennent d'utiles indications. Dans tous les cas, il convient de faire connaître le montant exact de la somme représentant le dommage matériel subi; le préjudice moral ou la perte d'un objet qui n'aurait seulement une valeur de « sentiment » n'entrent pas en ligne de compte.

L'énumération des pièces à joindre à l'appui des demandes n'est pas limitative; les intéressés apprécieront quels sont les documents, originaux ou non, de nature à éclairer les commissions sur la réalité et l'importance des dommages.

La perte du "Tuscania"
a occasionné 166 morts

Le *Petit Parisien* reçoit la dépêche suivante: LONDRES, 8 février. — Selon les dernières dépêches reçues de Belfast, le nombre des victimes du *Tuscania* est heureusement réduit à un peu plus d'une centaine. Des survivants, dont l'existence n'avait pas encore été signalée, ont, en effet, été débarqués sur différents points de la côte.

Jusqu'à présent, 44 cadavres de soldats américains ont été rejetés par la mer sur le rivage, à environ une quinzaine de kilomètres du lieu du désastre.

Un marin de l'un des destroyers qui accoururent sur la scène de la catastrophe a la conviction que le sous-marin qui attaqua le paquebot a lui-même été coulé.

WASHINGTON, 8 février. — On annonce officiellement que dans le torpillage du transport *Tuscania*, 2.235 personnes ont été sauvées et 166 ont disparu. (Havas.)

Mort de M. Louis Renault

Nous apprenons avec regret la mort de M. Louis Renault, membre de l'Institut, ministre plénipotentiaire, professeur à la Faculté de Droit de Paris, à l'Ecole des Sciences politiques et à l'Ecole supérieure de Marine, juriconsulte du ministère des Affaires étrangères, commandeur de la Légion d'honneur, décédé à Barbizon, à l'âge de soixante-treize ans.

Il avait été membre de la délégation envoyée par le gouvernement français au Congrès de La Haye et faisait partie de la Cour permanente d'arbitrage.

En 1907 il reçut le prix Nobel pour la paix. C'était un juriconsulte de premier ordre et en même temps un homme d'une grande bonté et qui faisait beaucoup de bien autour de lui.

Il est l'auteur de diverses études de droit international et d'un *Traité de droit commercial* écrit en collaboration avec M. Lyon-Caen, ouvrage couronné par l'Institut.

LE SÉNAT VOTE LES SANCTIONS
DE LA LOI DE RAVITAILLEMENT

M. Boret promet que la loi sera appliquée avec modération.

Le Sénat a voté hier le projet de loi ayant pour objet de reconnaître au gouvernement le pouvoir de prendre certaines mesures en matière de ravitaillement et d'établir des sanctions aux décrets et arrêtés rendus pour le ravitaillement national.

Après un exposé de M. Maurice Colin, rapporteur, qui déclara que le pouvoir à conférer au gouvernement ne pouvait s'appliquer qu'à certaines marchandises — soit les denrées servant à l'alimentation de l'homme et des animaux, les combustibles nécessaires au chauffage de la population civile et les substances dont l'achat par l'Etat pour les besoins de la population civile est autorisé par la loi du 20 avril 1917, — M. Victor Boret, ministre du Ravitaillement, vint préciser la portée du texte soumis à l'approbation de la Haute Assemblée.

— Il importe, dit-il, notamment, de régler la production des denrées les plus indispensables à l'alimentation nationale, cela au mieux de l'intérêt de tous. Certains producteurs consacrent tous leurs efforts à la production de la chicorée, d'autres à l'élevage du veau de lait. Ce sont là des abus que nous voulons faire cesser, car si la chicorée ni les veaux de lait ne sont choses indispensables, j'ai donc besoin d'avoir un texte qui m'arme à cet égard.

Sur une question de M. Henry Boucher, M. Fernand Bouissou, qui faisait ses débuts au Sénat comme commissaire du gouvernement, indiqua que la disposition qui prévoit qu'il pourra être procédé par décret à la réquisition de la flotte marchande avait pour but essentiel de permettre de placer les armateurs français sur le même pied que leurs collègues anglais, de manière qu'ils ne puissent continuer à réaliser des profits excessifs au détriment de l'intérêt général.

Je me propose, dit-il, de réquisitionner la totalité de notre marine marchande, mais il ne s'agit pas de faire de l'Etat un armateur, les propriétaires de navires français continueront à les gérer.

M. Victor Boret promit, plus loin, que les sanctions seraient appliquées avec modération et qu'il n'y aurait poursuite pour les infractions légères que si celles-ci étaient répétées.

D'autre part, dit-il, le juge a la possibilité d'appliquer les circonstances atténuantes, si la bonne foi du prévenu est évidente.

Le Sénat adopta ensuite le projet de loi tendant à réprimer la spéculation sur les denrées et marchandises et notamment sur le charbon.

L'affaire Caillaux

M. Bouchardon a entendu hier le commandant Noblet, attaché militaire à Rome, au sujet du rapport qu'il adressa en décembre 1916 sur la présence de M. Caillaux en Italie.

Nos lecteurs connaissent les points principaux de ce rapport qui constitue une des bases de l'accusation.

Le lieutenant Jousseim a reçu hier, également, le témoignage de M. Marina, correspondant à Modane de journaux français, qui fut l'associé d'Hanan.

L'affaire des carbures

Le début de cette audience a été marqué par un hommage rendu par M. Bonnet, avocat de Gall, à M. Viviani, dit le reconnaissant la parfaite loyauté. Puis c'est le défilé des témoins qui reprend.

M. le colonel Delabrosse, inspecteur général des ponts et chaussées, se porte garant de l'honorabilité et du patriotisme des prévenus. M. Siben, avocat général, dépose dans le même sens.

Puis vient l'audition de M. Berg, chimiste, qui déclare que des usines pour le traitement de la cyanamide existaient déjà en Norvège en 1914.

L'audience est suspendue.

BÉNÉDICTINE
TONIQUE — DIGESTIVE
"La Grande Liqueur Française"

Bourse de Paris, 8 Février 1918

venus. M. Siben, avocat général, dépose dans le même sens.

Puis vient l'audition de M. Berg, chimiste, qui déclare que des usines pour le traitement de la cyanamide existaient déjà en Norvège en 1914.

L'audience est suspendue.

LES COURS

— Les princes Sixte et Xavier de Bourbon-Parme, frères de l'impératrice d'Autriche, officiers dans l'armée belge, se sont embarqués à bord du paquebot *Alda*, qui se rend au Maroc.

Les princes prendront du service dans les troupes du Congo belge, rendues disponibles et envoyées au Maroc.

INFORMATIONS

— Lady Abby vient de donner, à Nice, une soirée en l'honneur des officiers canadiens en permission et en convalescence sur la Riviera. Y assistaient en outre : comtesse et Mlle Gauthier-Vignal, comtesse de Villeneuve-Escapion, marquise de Mineria-Baia et Mlle Prat, prince de Faucigny-Lucinge, Mme d'Aurval, Mrs et miss Higgins, comte des Garets-Bernis, vicomte du Roure-Grimoard, général Herbert-Gordon, M. Philippe Hennessy, comte de Beaumont, don Humberto del Valle, don Fabricio Colonna, etc., etc.

MARIAGES

— Hier a été célébré dans l'intimité, en l'église Saint-Augustin, le mariage de M. Etienne Piot, aide-major au 213^e d'artillerie, décoré de la croix de guerre, fils de M. Stéphane Piot et de Mme, née Gariel, avec Mlle Marie-Annette-Jacqueline Labrousse, fille de M. Georges Labrousse, directeur du Comptoir National d'Escompte de Paris, et de Mme, née Mac Dermott.

Les témoins du mariage étaient : le professeur Gariel, ancien président de l'Académie de Médecine, et M. Piot, chef du contentieux de la Compagnie du Midi ; ceux de la mariée : Mlle Giselle Labrousse, sa sœur, et M. André Gilbert-Boucher, agent de change près la Bourse de Paris.

DEUILS

— On annonce la mort du doyen des Alsaciens, M. J.-B. Thomann, ancien maire de Thann, décédé à quatre-vingt-dix-sept ans. Ses obsèques ont eu lieu à Valence. Le deuil était conduit par M. Thomann, ingénieur, inspecteur principal de la Compagnie P.-L.-M., son fils ; MM. Jean et Raymond Thomann, ses petits-fils. L'absoute a été donnée par Mgr Chosson. L'inhumation a eu lieu à Besançon.

— Mme Ernest Fontaine, M. et Mme Emile Fontaine, M. et Mme Louis-M. Parent, dans l'impossibilité de répondre à toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie, les prient d'agréer leurs bien sincères remerciements.

— On annonce la mort de la marquise de Courcy, née d'Espino, qui a succombé hier en son hôtel de la rue Saint-Dominique. Elle était la veuve du marquis de Courcy, décédé en 1908 ; la fille du colonel comte d'Espino, qui fut aide de camp du duc d'Orléans et du duc de Nemours, et de la comtesse, née d'Aux ; la petite-nièce du lieutenant-général comte d'Espino.

La regrettée défunte, titulaire de la médaille commémorative de 1870-1871, de la médaille de la Croix-Rouge (inondations de Paris), de la médaille avec plaque de la Croix-Rouge espagnole (guerre de Cuba), fut, de 1914 à 1916, une des infirmières-majors les plus zélées de l'hôpital Dupanloup, à Orléans.

Nous apprenons la mort :

— De Mme Deval, née Bressant, femme du docteur Deval, directeur de l'Athénée. Mme Deval avait connu des succès sur différentes scènes parisiennes sous le nom de Valdey. Elle avait quitté le théâtre il y a une dizaine d'années.

— Du général de division Swiney, mort à Bougie, dans sa quatre-vingt-huitième année ; — De Mlle Jeanne Jolly, fille du maire adjoint du premier arrondissement de Paris.

BIENFAISANCE

— Le succès de la matinée de bienfaisance organisée par le comité de l'Œuvre franco-britannique des Pays dévastés de France s'affirme de plus en plus. Les loges et les baillonniers de la Comédie-Française ont été loués par l'élite de la société parisienne. Il ne reste plus que quelques fauteuils.

Représentants vente coke. Ec. Verdé 35, r. Capron.

BRIDGE. Lec. partie. et collect. Prof. Lowell, 16, r. L.-Byron (88), rec. dim. merc. et vend. 3 à 5.

400 gr. de FIGURES = 300 gr. de VIANDE
Lérida-Mangrane... 24.50 / La Caisse de
Malaga Esmeralda... 22. / L'extra d'origine 12. / 10 kilos
Agulhas de choix... 14. / 10 kilos
Livraisons et expéditions à partir d'une caisse.
Prix spéciaux sur quantités.
SAUVANT, 10, rue d'Orsel. — Nord 74-20.

SAUVANT, 10, rue d'Orsel. — Nord 74-20.

Pour la Femme

Toute femme qui souffre d'un trouble quelconque de la Menstruation, Règles irrégulières ou douloureuses, en avance ou en retard, Maladies intérieures, Métrite, Fibrome, Salpingite, Ovarite, guérira sûrement, sans qu'il soit besoin de recourir à une opération, rien qu'en faisant usage de la

JOUVEUCE de l'Abbé SOURY

uniquement composée de plantes inoffensives jouissant de propriétés spéciales qui ont été étudiées et expérimentées pendant de longues années.

La Jouveuce de l'Abbé Soury est faite expressément pour guérir toutes les maladies de la femme. Elle les guérit bien parce qu'elle débarrasse l'intérieur de tous les éléments nuisibles ; elle fait circuler le sang, décongestionne les organes en même temps qu'elle les cicatrise.

La Jouveuce de l'Abbé Soury ne peut jamais être nuisible, et toute personne qui souffre d'une mauvaise circulation du sang, soit Varices, Phlébites, Hémorroïdes, soit de l'estomac ou des Nerfs, Chaleurs, Vapeurs, Étourdissements, soit malaises du RETOUR D'ÂGE, doit, sans tarder, employer la Jouveuce de l'Abbé Soury en toute confiance, car elle guérit tous les jours des milliers de désespérées.

La JOUVEUCE de l'Abbé Soury se trouve dans toutes les Pharmacies : la Boîte, 4 fr. 25 ; franco gare, 4 fr. 85. Les quatre boîtes, 17 fr. franco contre mandat-poste adressé à la Pharmacie MAO, DUMONTIER, à Rouen.

Ajouter 0 fr. 50 par boîte pour l'impôt.

Bien exiger la Véritable JOUVEUCE de l'Abbé SOURY avec la signature MAO, DUMONTIER.

(Notice contenant renseignements gratuits) 29

EXCELSIOR
UN DES CHÈQUES DE PAVENSTEDT QUI CIRCULÈRENT AUX ÉTATS-UNIS

No. 302

NEW YORK, 12 October 1914

THE BANK OF AMERICA

PAY TO THE ORDER OF

Twenty thousand

\$20,000.

New Yorker Staats Zeitung

DOLLARS

Adolf Pavenstedt

LES AMÉRICAINS SONT UNANIMES À LES DÉCLARER "INDÉSIRABLES"

On voit, au bas de ce chèque — un des nombreux chèques que répandirent, dans les États-Unis, la propagande et l'argent allemands — la signature de Pavenstedt, l'associé de la banque Amsinck, qui est actuellement sous les verrous. C'est à son sujet que

le commissaire du gouvernement, le lieutenant Mornet, répondant à Bolo, a prononcé cette phrase témoignant d'une vigoureuse obstination : « En matière de trahison, les renseignements utiles à la patrie, j'irai les chercher jusque dans la boue ».

B L O C - N O T E S

Le peintre Jacques Blanche, dans son dernier volume des *Cahiers d'un Artiste*, nous présente un jeune potache nommé Georges qui professe, pour les études classiques, et même pour l'orthographe, un transcendant mépris. On lui dit :

— Georges, quelle place auras-tu dans la composition de français ?

Et il répond :

— J'sais pas. C'est pas utile ; ça m'est bien égal, à moi !

Seulement il demande à sa tutrice :

— Tante Madeleine, quand c'est que tu me feras faire mon apprentissage professionnel ?

Je vais me faire couvrir d'injures, mais j'avoue que j'éprouve une certaine sympathie pour cet adolescent. En tout cas, je le comprends. Son état d'âme est assez proche de celui de ce cancre de Du Guesclin, et de l'immense majorité des batailleurs des siècles passés. J'ose dire qu'il est humain.

Car les hommes sont invinciblement portés à ne cultiver l'étude que de la chose qui rapporte. Au moyen âge, ce qui rapportait, c'était la guerre. C'est par la guerre qu'on pouvait se tailler un beau domaine, faire des prisonniers qui payaient rançon, s'attirer la faveur des rois et des princes. En d'autres termes, la guerre était la meilleure industrie d'alors, et la plus lucrative. Le scribe, le lettré, venait à la suite. Il faisait partie de l'outillage du chef, qui rémunérait ses services au plus juste prix.

C'est l'institution des lycées, qui ne date que de l'époque du grand Napoléon, qui a changé tout cela. Elle a généralisé la culture et particulièrement la culture des belles-lettres. Elle lui a donné peut-être une trop grande place dans les préoccupations des classes supérieures et moyennes ; elle a organisé l'éducation comme si le plus grand nombre de Français possible devaient s'adonner aux carrières libérales, c'est-à-dire désintéressées, devenir écrivains, poètes ou avocats.

Mais le jeune potache de Jacques Blanche raisonne à peu près comme Du Guesclin et les conquistadores — tel ce Pizarre de la Nouvelle-Espagne, qui ne savait ni lire ni écrire. Il veut « gagner ». Le grand moyen de « gagner », il y a quatre siècles, c'était l'industrie de la guerre. Aujourd'hui, c'est l'industrie tout court. Alors il réagit. Il réagit même trop, car l'excès en tout est un défaut : les meilleurs techniciens seront toujours ceux qui ont un bon fonds de culture générale, et il n'a pas lui à Napoléon I^{er}, pour être un grand stratège, d'être un bon mathématicien.

Mais ça n'empêche pas qu'il y a une chose de fondée dans ses aspirations, bien qu'elles soient excessives. Donnez à notre jeunesse une éducation qui satisfasse celles-ci, sinon elle ne fera plus rien du tout.

Pierre MILLE.

Leur flair

En 1910, herr doktor Bode fit acheter par le Kaiser Friedrich Museum de Berlin un petit buste en cire, en affirmant qu'il s'agissait d'une œuvre de Léonard de Vinci.

Quelques jours plus tard, M. A.-D. Lucas annonça dans les journaux que le petit buste en question, représentant une Flore, avait été modelé par son propre père, Richard Cooke Lucas, en 1846, d'après un original fausement attribué à Léonard, mais dû en réalité à un des élèves du maître.

Le herr professor se refusant à admettre l'assertion de M. Lucas, celui-ci produisit une preuve lumineuse : le petit buste était remboursé de journaux portant la date de novembre 1846.

Néanmoins, le kaiser déclara le titre d'Excellence à l'illustre ignorant Bode.

Aujourd'hui, la presse allemande annonce avec enthousiasme qu'une nouvelle acquisition (le nombre des acquisitions de l'Allemagne depuis que ses soldats pillent et volent est incalculable) a été faite par le Kaiser Friedrich Museum. Il s'agit d'une des plus belles peintures du Titien, trouvée (?) dans un des villages italiens envahis.

Par malheur, d'après la description qu'en donnent les journaux, ce chef-d'œuvre n'est qu'une banale copie du tableau du maître vénitien connu sous le nom de : *Vénus écoutant l'orgue*.

L'original se trouve en Espagne depuis plus de trois siècles — il est au musée du Prado, à Madrid. Il fut acheté en Angleterre pour le compte du roi Philippe IV d'Espagne par Alfonso de Cardenas, à la vente des biens du roi Charles I^{er}. L'envoyé espagnol le payait la somme de 3.525 francs.

Il en existe de nombreuses copies, en Angleterre, à Dresde, à La Haye et en différentes villes de la Vénétie. Ce doit être une de ces dernières, attribuée à Andrea Celesti, que les Allemands ont prise pour l'original.

Curieuses conséquences

Cette scène se passe dans un bureau de placement. Une dame demande une bonne. Une bonne cherche une place. L'accord semble possible, quand la bonne se met, à son tour, à questionner sa future patronne.

— A quel étage habite Madame ?

— Au second.

— Ah ! très bien ! Et moi, où serai-je logée ?

— Au sixième, naturellement.

— Ah !... Est-ce que je ne pourrais pas être logée dans l'appartement ?... Oh ! Madame peut être tranquille, je ne sortirais pas le soir, je me coucherais quand Madame l'ordonnerait.

Il n'y a pas trois mois, il était impossible de trouver une bonne consentant à coucher chez ses maîtres.

— Jamais de la vie, je ne suis pas une esclave, je veux avoir mes soirées libres ! Cela ne regarde personne à quelle heure je me couche, pourvu que je fasse mon service !

Et des moralistes vieillards regrettaient le temps où les servantes dormaient sous l'œil de la patronne, qui exerçait sur elles une véritable surveillance maternelle.

Pourquoi donc trouve-t-on aujourd'hui des bonnes qui consentent à revenir presque à ce patriarcat déchu ? A cause du raid de l'autre semaine.

Célébrité, actualité

Un monsieur et une dame sont arrêtés devant une des affiches qui annoncent la nouvelle pièce de M. Sacha Guitry.

— « Deburau », qu'est-ce que c'est que ça ? demande la dame, confiante en l'omnipotence de son mari.

Le mari :

— Ma foi, je n'en sais rien, connais pas.

Puis, se frappant le front :

— J'y suis ! Ça doit être une faute d'imprimerie : cela veut évidemment dire « Le bureau ». Tu comprends, Monsieur Deburau, dont on parle tant !

— Ah ! une pièce sur les ronds-de-cuir, par Sacha Guitry, cela doit être drôle ; tu m'y conduiras, mon chéri, dis ?

Une solde honorable

On annonce la prochaine arrivée chez nous d'un premier contingent de cinquante jeunes téléphonistes américaines, engagées pour la durée de la guerre à l'usage des services américains momentanément installés sur le continent.

Ces jeunes filles reçoivent un traitement qui leur ferait frémir notre ministère des Postes et Télégraphes : six cents francs par mois pour débiter, qui peuvent être portés à sept cent vingt-cinq francs. En outre elles sont logées. Mais elles doivent acheter elles-mêmes leur uniforme.

Evidemment, nos téléphonistes, qui font pourtant un métier bien pénible, ne sont pas payées sur ce taux. Mais les jeunes Américaines dont nous parlons ne sont pas uniquement chargées du maniement du récepteur. Elles doivent avant tout être interprètes, afin de pouvoir assurer la communication des services américains avec les nôtres.

Et parler une langue étrangère de façon à être compris des intéressés, c'est beaucoup plus difficile que beaucoup de gens ne pensent.

LE PONT DES ARTS

Notre collaboratrice Mme Collette de Jouvencel tiendra à l'Éclair le sceptre et la férule de la critique dramatique. Les *Heures longues* en seront peut-être abrégées. Collette critique ? dira-t-on. Pourquoi pas ? Le métier demande un don d'observation qui est aigu chez l'auteur de la *Vagabonde*. La scène parisienne n'est qu'un petit coin de la vie. Au surplus, Collette connaît le théâtre, et même l'envers du théâtre comme celui du music-hall. Ayant jugé les salles du plateau, elle jugera désormais la scène après avoir pris place dans la salle, et le public sera charmé de la voir une fois encore se ranger à son point de vue.

LE VEILLEUR.

Chicorée du Nord "AULANCIER"
franco contre mandat 12 francs. Trois kilos.
7, rue Castel, Nice (Alpes-Maritimes).

VILLÉGIATURES

La Mer
BEAULIEU-S.-MER. L'Hôtel Métropole ouvert. Vaste parc. Bd Mer.

La Côte d'Azur
CANNES. HOTEL SUISSE, face la mer. Position centrale. Jardin. Prix mod.

CAP-FERRAT. Le plus grand confort. Magnifique situation entre NICE et MONTE-CARLO.

MONTE-CARLO. Bristol Majestic. Confort moderne. Face mer. 2 m. Casino.

MONTE-CARLO. (Beauséjour, 175 fr.) Confort moderne. Pension de 10 à 14 francs.

NICE. HOTEL DES ANGLAIS ET RUHL. Directeur : J. ALETTI, de Vichy.

NICE L'ATLANTIC. Le plus récent. Grand confort.

NICE. HOTEL NEGROSCO. Promenade des Anglais. Ouverture depuis le 1^{er} novembre.

NICE. HOTEL O'CONNOR, sur Jardin. Séjour d'automne. Arrangements pour familles.

NICE-CIMETIERE. WINTER-PALACE. Des plus modernes. Jardin magnifique. J. AGID.

NICE. LA COTE D'AZUR et les Alpes Françaises — publie chaque semaine la Liste officielle des Etrangers. L'Office de la Côte d'Azur renseigne sur villas, pensions, hôtels et sur toute la Riviera. — Reçoit les abonnements pour Excelsior.

La Montagne
VERNET-BAINS (Py.-Orient). Etablissement thermal. Eau sulfatée. L'Établissement. HOTEL DU PORTUGAL. Villas. SENEGRÉ, directeur.

Le gérant : VICTOR LAUVERNAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volunard.

Samedi 9 février 1918

AU GYMNASÉ : Kiki, comédie en trois actes, de M. André Picard

Mlle Spindely est une drôle de petite personne. Il faut avoir des nerfs à toute épreuve pour ne pas pousser des cris dès qu'elle entre en scène, et, quand le rideau tombe, on ferait volontiers comme M. Signoret, qui la préfère à Mlle Marcelle Poirée, laquelle a une beauté de tous les diables (à la ville ainsi qu'à la scène) mais (dans la pièce de M. André Picard) un caractère de chien. Je viens de raconter en quelques mots toute la comédie de M. Picard. Il ne reste qu'à situer les personnages. Le lieu de la scène est un café-concert. M. Signoret en est le directeur. Mlle Marcelle Poirée, l'étoile, est avec son directeur à la fois dans les meilleurs termes et dans les plus mauvais. Au premier acte, ils rompent, et le régisseur flanque à la porte Kiki, modeste figurante. Kiki se jette aux pieds, ou plutôt elle se jette au cou de son directeur, afin de lui demander justice. On sait « ce que les directeurs de théâtres ou de cafés-concerts entendent par « rendre justice ».

L'altière rivale de Kiki veut reprendre la place qu'elle a perdue, la réconciliation suit la rupture. Kiki ne se laisse pas évincer, et, pour ne point démentir, va jusqu'à feindre une attaque de catalepsie. Ceci pourrait sentir le vaudeville ; mais le joli style de M. André Picard sauve la dignité de sa pièce et la « qualité ». Il a mis, dans ce rien qui est charmant, beaucoup d'esprit, de sensibilité, de tendresse et une gaminerie aimable. L'essentiel, par le temps qui court, est de divertir le public : M. André Picard le divertira longtemps.

Abel HERMANT

Réjane. — La 13^e Chaise continue d'amuser follement le public. Ce soir et demain dimanche, en matinée, même spectacle, avec Réjane. Soirée à 8 h. 30.

Capucines. — Rappelons que l'amusante revue de MM. Michel Carré et André Barde, *Comme une fleur*, qui remporte tous les soirs un si gros succès, sera donnée en matinée demain, à 2 h. 1/2, avec toute sa brillante interprétation, Mmes Musidora, Mada Andral et Albany et Hilda May ; MM. Berthez, A. Luguet, etc., etc.

Gaumont. — Aujourd'hui, mat., 2 h. 45. C'est la Noubia ! Tous les soirs, 8 h. 45.

Electric-Palace, 5, boulevard des Italiens. Spectacle de 2 h. à 11 h. *Judy*

THÉÂTRE FEMINA
L'INCOMPARABLE SUCCÈS
LA GDE REVUE
"CHUT"
Jane MARNAC
GIRIER
Yvonne REYNOLDS
et Aimé SIMON GIRARD

AUJOURD'HUI SAMEDI
AUX FOLIES-BERGÈRE
GRANDE MATINÉE POPULAIRE
Fantaisies, 1, 2 et 3 francs
VILBERT — G. WEBB
GROCK and Partner
Les 44 Tiller's-Girls et 300 artistes
The sensational AMERICAN JAZZ BAND ?
dans LA REVUE FÉRIÈRE
IMMENSE SUCCÈS ! Tous les soirs à 8 h. 30

TOUS LES SOIRS
Triomphe indescriptible
La Revue C'EST ÇA !
Ses SKETCHS
Sa merveilleuse mise en scène
LES PLUS JOLIES FEMMES
DEMAIN MATINÉE

AU BON THÉÂTRE
39 ter, quai de Passy
Dimanche 10 février représentation
des OBERLÉ, à 2 h. 1/2
Location, 4, avenue de Breteuil. Tél. Saxe 66-13

La Journée :
Opéra, 7 h. 30, *Thaïs*.
Comédie-Française, 2 h., matinée au profit de l'Œuvre Franco-Britannique ; 8 h. 30, *l'Éternité*.

Opéra-Comique, 8 h., *Sapho*.
Odéon, 2 h., *le Mariage de Victorine*, *Louison* ; 7 h. 45, *Marion Delorme*.
Gaîté-Lyrique, 8 h., *Si j'étais roi*.

Audéville, 2 h. 15, première de *Deburau*.
Porte-Saint-Martin, 8 h. 45, *Grand-Père*.
Antoine, 8 h. 10, *les Indes et la Fiancée*.
Tricorne-Lyrique, 2 h., *Richard Cœur de Lion* ; 8 h., *Rose et Colas, l'Épreuve villageoise*.

Châtelet, 8 h., *la Course au bonheur*.
Variétés, 8 h. 15, *Ohé ! Cupidon*. *Dearl*, *Campton*.
Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, *les Nouveaux riches*.
Th. Réjane, 8 h. 30, *la 13^e Chaise*, avec Réjane.

Appelo, 8 h. 30, *l'Affaire du Central Hotel*.
Palais-Royal, 8 h. 30, *le Compartiment des dames seules*.
Gymnase, 8 h. 15, *Kiki*.

Athénée, 2 h. 30 et 8 h. 30, *la Dame de chambre*.
Bouffes-Parisiens, relâche pour répétitions.
Renaissance, 8 h. 30, *les Dragues d'Hercule*.
Cluny, 8 h. 30, *le Bilet de logement*.
Nouvel-Ambigu, 8 h. 30, *le Système D*.

Déjazet, 8 h., *les Femmes à la caserne*.
Edouard-VII, 8 h. 45, *la Petite bonne d'Abraham*.
Femina, 8 h. 30, *Chut ! revue*, Jane Marnac.
Capucines, 8 h. 30, *Comme une fleur*, revue ; *Carte de couchage*.

Th. Michel, relâche ; lundi, *l'École des Cocottes*.
Grand-Guignol, 8 h. 15, *le Baiser dans la nuit*.
Scala, 8 h. 15, *la Gare régulatrice*.
Comédie-Marguery, 8 h. 30, *l'Art de tromper les femmes*.

Gaumont. 2 h. 45 et 8 h. 45, *C'est la Noubia*.
Th. des Arts, 8 h. 30, *la Poutiller*.
Th. Moderne, T. 1, 3 h., mat. Sam., dim., soir à 8 h. 45, *Put ! revue*, Faut. 1, 2, 3 fr.

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère, 2 h. 30 et 8 h. 30, *la Revue féérique*.
Olympia (Centr. 44-68), 8 h. 30, spectacle de music-hall (20 numéros) *L'Affaire de l'Amérique Bar* (sketch).
Casino de Paris, 8 h. 30, *Gaby Deslys, Harry Pilcer, Boucot, Rose Amy, Pretty Myrtille*, Magnard dans la revue.

Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, *C'est ça ! revue*.
Nouvel-Cirque, tous les soirs ; matinée jeudi, samedi et dimanche.

CINEMAS

Gaumont-Palace, 8 h. 15, *la Nouvelle Mission de Judo* (4^e épisode). Loc. 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 à 17 h. T. Marc. 16-76.

Electric Palace, 5, Bd des Italiens, *l'Attaque de l'espérance* ; *Fiancé* : une femme, com. de l'op. de Judo.

GLYCOMIEL

Rose et Violettes
Gélules à base de Glycérine et de miel anglaise.
Souverain contre les rougeurs de la Peau.
Grand Tube 175 francs, 37, r. Poissonnière, Paris.

SAVON 27 frs
DE TUNIS, 72 % LE POSTAL DE 10 kilos.
c. rembl. SAMAMA, 47, rue Montgrand, Marseille.

"MERVEILLEUX VOTRE NOBIAL"

C'est le cri de tous ceux qui ont éprouvé l'effet rapide et bienfaisant de cet

INCOMPARABLE REMÈDE DU

RHUME DE CERVEAU

qui est désormais reconnu et ordonné par tous les médecins qui l'ont éprouvé comme

le SPÉCIFIQUE DU CORYZA

On avale ou croque deux pilules et le coryza disparaît comme par enchantement

Envoi franco contre 4 fr. 95 par la

Pharmacie Normale, 56, rue de Passy, à Paris

Toute pharmacie les procure sans frais :

Londres : ROBERTS et Cie, 76, New-Bond Street.

ITALIE : L'ESPAGNE : Principales pharmacies.

ALGER : BRENTA, 3, Bab Azoum et toutes pharm.